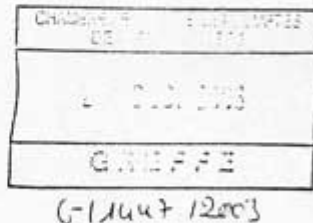


Tarbes, le 21 décembre 2003



Monsieur le Président
Chambre Régionale des Comptes
31, allées Jules Guesde – BP 884
31 685 TOULOUSE CEDEX 6

Objet : Projet Pic du Midi de Bigorre

Monsieur le Président,

C'est avec attention que j'ai pris connaissance des observations définitives formulées par votre juridiction et portant sur plusieurs domaines relatifs au Pic du Midi.

Après lecture de ces observations, je souhaiterais par la présente apporter en réponse quelques précisions à certains des points cités.

Par souci de simplicité et d'efficacité, nous tâcherons de vous répondre en respectant l'ordre des observations que vous avez défini.

I- LES ETUDES INITIALES

1.2.1 L'étude de définition et les deux voies d'accès

Bien que le funiculaire ait été identifié comme l'un des éléments structurants du projet à son origine, des éléments nouveaux et notamment réglementaires n'ont pas permis de poursuivre ce dessein.

En effet, les restrictions apparues en terme de capacité maximale instantanée autorisée sur le site n'étaient désormais plus compatibles avec la création d'une liaison funiculaire doublant la liaison téléportée. Je vous rappelle que cette capacité maximale a été fixée à 300 personnes par la commission de sécurité, lors de la délivrance du permis de construire, alors que le téléphérique est calibré pour un débit horaire de 450 personnes. Le funiculaire, qui par ailleurs ne pourrait être utilisé que 3 à 4 mois d'été ne s'imposait donc plus dans ces conditions.

La nouvelle décision de la commission de sécurité, prise après l'ouverture au public, de porter à 700 personnes la capacité maximale en période d'été, ne modifie en rien ce constat.

III- LES CONVENTIONS

3.3 La délégation de service public à la STPM

La délégation à la STPM a connu son terme le 18 décembre 2000 avec la signature d'un protocole transactionnel comme prévu à l'article 35 de la Convention.

Suite à la mise en régie provisoire du délégataire (article 32), seule décision capable d'assurer la continuité du service public dans ces circonstances (enquête incident), le Syndicat Mixte a mandaté son Président pour déclarer la déchéance du délégataire après notification.

Cette déchéance n'a jamais été déclarée officiellement puisque le délégataire s'est rapproché du Syndicat pour négocier un accord de sortie. Cet accord a donc finalement été préféré à un long et onéreux contentieux et ainsi été autorisé par le Comité Syndical, le 18 décembre 2000.

La délégation de service public a donc trouvé son terme au titre de l'article 35 qui autorise la signature d'un avenant au contrat, aux conditions définies par les parties.

Le calcul de la part de la redevance forfaitaire perçue par le Syndicat Mixte a été arrêté au prorata temporis de la redevance de 4 MF, percevable selon l'art. 17 sur les 19 mois du 1^{er} exercice budgétaire de la délégation (1^{er} juin 2000 au 31 décembre 2001).

IV- LES INVESTISSEMENTS REALISES

Nous prenons acte des différentes observations formulées par la Chambre dans le cadre de son contrôle de la SEM Cogemip. Cependant, et conformément à la réponse du Syndicat déjà citée, transmise à l'occasion de ce contrôle, nous tenons à rappeler que la dite faiblesse récurrente de la programmation ne peut être, sinon que partiellement, imputée au maître d'ouvrage qui a, plus que tout, hérité d'un long processus d'études et de programmations mené par les services de l'Etat.

En outre, il me semble important d'ajouter que cette programmation a été imposée par l'Etat en raison de l'annonce faite par le Ministère de la Recherche d'une fermeture de l'Observatoire programmée, faute d'investissements, en 1998.

VI- L'EXPLOITATION DU SERVICE: CONSTATS ET PERSPECTIVES

6.2.4 Les impôts et taxes : la TVA

Dans notre réponse du 1^{er} août 2003 aux observations provisoires de la Chambre, nous avons expliqué dans le détail les raisons pour lesquelles le Syndicat n'avait jamais pu réunir les conditions nécessaires au remboursement de la TVA avant le 16 avril 2003.

Au vu des observations définitives de la Chambre, il me semble important de préciser certains points de cette réponse.

Du 16 juin au 31 décembre 2000.

Bien que le Syndicat ait prévu cette procédure de récupération de la tva dans la convention de délégation de service public, il s'est avéré que l'attestation ne pouvait être donnée par le Syndicat à la STPM tant que les travaux réalisés par la Cogemip Maître d'Ouvrage délégué n'avaient pas été intégrés par le Payeur Départemental dans les immobilisations en cours du Syndicat, après justification des comptes par la Cogemip et présentation par elle des factures de travaux.

Or, avant que la Cogemip n'ait été en mesure de produire ces comptes au Payeur, l'accident du 17 septembre et ses conséquences, notamment la mise en régie provisoire, puis le protocole transactionnel pour la cessation de la délégation, ont mis fin aux possibilités de récupération de TVA par le délégataire. Il faut noter d'ailleurs que la Cogemip n'a pu produire ses comptes au Payeur, du fait des délais de levées de réserves et des litiges et contentieux, qu'en octobre 2002.

Le Syndicat, en attente des opérations comptables de la Cogemip et du Payeur départemental, n'a pas eu la possibilité de produire l'attestation indispensable à la STPM.

Du 1^{er} janvier 2001 au 29 mars 2002

Dans l'urgence de la cessation de la délégation de services, le Syndicat Mixte avait décidé de gérer directement l'exploitation du site, mais il ressortait des réunions des 10 janvier et 27 février 2001 entre le Syndicat et la Direction des Services Fiscaux, la nécessité, pour récupérer la TVA, de créer une régie d'exploitation du site afin qu'elle puisse établir directement ses demandes de remboursement.

La Régie ayant été créée par délibération du Comité Syndical en date du 13 mai 2001, après modification des statuts, autorisée par délibérations des collectivités membres et du Comité Syndical, la Chambre relève dans ses observations définitives que de nouvelles demandes de remboursement ont bien été produites dans le courant de l'année 2001 mais qu'elles l'ont été par le Syndicat et non par la Régie.

Or, ni les services fiscaux, ni le Payeur Départemental ne pouvaient accepter que ces demandes soient faites par la Régie avant l'affectation comptable des biens et avant que ces dépenses de tva n'apparaissent dans sa comptabilité. Et bien au contraire, il était indispensable que le Syndicat fasse lui-même les déclarations de TVA dans les délais légaux, avant que la Régie ne puisse les faire directement, pour ne pas perdre son droit à remboursement intégral pour clause de forclusion. D'ailleurs, c'était bien sur la seule comptabilité du Syndicat qu'était alors comptabilisée la tva.

La réunion du 29 mars 2002 avec les services fiscaux a bien confirmé que la Régie ne pouvait effectuer de demande de remboursement en son nom avant les étapes obligatoirement préalables.

Les opérations de clôture des comptes de la Cogemip se sont poursuivies jusqu'au 29 octobre 2002. Le solde des comptes d'avance a pu être fait par le Payeur Départemental le 27 septembre 2002, après intégration des factures payées par la Cogemip dans les immobilisations en cours.

L'intégration des biens payés directement par le Syndicat Mixte entre 1996 et 2002, ainsi que des subventions d'équipement et de l'emprunt correspondants, a été réalisée le 26 décembre 2002, à la suite des délibérations des 7 octobre et 20 décembre 2002 et des décisions modificatives n°1 et 2 de l'exercice 2002 du Syndicat et de la Régie.

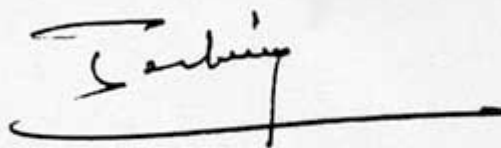
La TVA ayant grevé ces biens a fait l'objet d'une déclaration par la Régie au titre du mois de décembre 2002.

La demande de remboursement de la totalité de la TVA grevant les biens affectés, établie en concertation avec les services fiscaux, a été déposée le 16 avril 2003.

La totalité du remboursement demandé a été versée à la Régie au mois d'août 2003.

Au vu de ces éléments, il ressort nettement que le Syndicat n'a pas pu obtenir les conditions requises au remboursement de la TVA avant l'année 2003. Cependant, il a toujours fait diligence dans le traitement du dossier chaque fois que les éléments administratifs ou comptables nécessaires ont été à sa disposition.

Souhaitant avoir apporté, par ce courrier, un complément d'informations à vos observations définitives, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *très bien cordiale*



François FORTASSIN
Président du Syndicat Mixte
pour la Valorisation Touristique du Pic du Midi